

# INFOS Hebdo

21 juin 2013

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

## « On a gagné, on a gagné »...

Les ministres européens du Commerce ont accepté l'exigence française d'exclure le cinéma, la télévision, internet et les contenus numériques des discussions Europe-États-Unis.

Nos deux « Mariannes » Nicole BRICQ et Aurélie FILIPPETTI ont bien défendu « l'exception culturelle ». C'est vrai. Les États-Unis possèdent une part de 60% des écrans de cinéma européens. La part de l'Europe aux États-Unis ne varie qu'entre 3 et 6%. Les États-Unis vendent à l'Europe plus de musique, de films et de programmes de télévision et de radio qu'ils n'en importent de l'Union européenne.

Dans ce secteur, l'excédent net des États-Unis est de 1,5 milliard d'euros par an. Mais d'un autre côté le Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (TTIP) se traduirait par une relance estimée à 119 milliards d'euros par an pour l'Europe et à 95 milliards d'euros annuels pour l'économie américaine. La question n'est pas de renoncer à la sacro-sainte exception culturelle française mais peut-être de permettre à notre culture de s'adapter à notre époque du numérique. Sans cela on risque de chanter « on a perdu, on a perdu »...

**Robert del Picchia**

## MONDE

**Hors jeu au Brésil.** Mobilisés par les réseaux sociaux, plus d'un million de manifestants sont dans les rues des grandes villes au 10<sup>e</sup> jour de la fronde sociale la plus importante depuis 20 ans. Marquée par de violents affrontements avec la police, des dizaines de blessés et un premier mort. Plus de 300.000 manifestants ont défilé à Rio de Janeiro où des heurts violents ont éclaté devant la mairie. A Brasilia, 30.000 manifestants ont attaqué le ministère des Affaires étrangères d'où ils ont été refoulés de par la police. Les manifestants sont souvent des jeunes, exaspérés par les dépenses énormes engagées pour le Mondial de football 2014 (11 milliards d'euros). Il aura suffi d'une augmentation du prix du ticket de bus à Sao Paulo de 20 centimes de real (7 cents d'euro, ce qui en fait un des plus chers au monde) couplé à une répression disproportionnée des forces de police, soutenues au départ par les dirigeants locaux, pour mettre le feu aux poudres.

**L'équipe de Dilma ROUSSEFF sur le terrain.** Cette importante mobilisation a poussé la Présidente à annuler un voyage officiel prévu au Japon du 26 au 28 juin et à convoquer une réunion de crise avec ses ministres les plus proches ce vendredi. Depuis sa victoire sur le prix du ticket de bus, le mouvement n'a plus de revendication concrète bien définie. Il cristallise désormais toutes les frustrations de la population de ce pays de 194 millions d'habitants : services publics précaires comme la santé et l'éducation, la corruption de la classe politique et même les media. Certains observateurs comparent le mouvement aux récentes manifestations en Turquie ou même aux révoltes du « Printemps arabe ». La présidente reste néanmoins populaire parmi les classes pauvres et ouvrières.

**Mali : l'accord** « qui permet de concilier le respect de l'intégrité territoriale du pays et en même temps la reconnaissance des problèmes spécifiques au nord du pays dans la perspective de l'élection présidentielle prévue a priori le 28 juillet prochain » selon François HOLLANDE. Pour Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne, il constitue une étape cruciale dans un processus de construction de la paix par le dialogue. Le gouvernement malien et les rebelles ont signé cet accord devant permettre à l'armée de Bamako d'entrer dans la ville de Kidal, bastion des insurgés Touareg dans le Nord-Est du pays accompagnés par la future mission onusienne Minusma et par l'opération française Serval.

**Le G8 contre l'évasion fiscale.** Front uni des dirigeants des puissances économiques réunies en Irlande du Nord, pour « combattre le fléau de l'évasion fiscale ». L'évasion fiscale fait perdre chaque année 1.000 milliards d'euros à l'Europe et jusqu'à 30.000 milliards de dollars, selon certaines estimations, à l'ensemble de la planète. David CAMERON, hôte de la réunion, avait fait de ce dossier sa priorité. Dans la déclaration commune, le G8 appelle « les administrations fiscales dans le monde à échanger automatiquement les informations ». Les grandes puissances souhaitent faire de cet « échange automatique », le « nouveau standard mondial ».

**G7 + 1 sur la Syrie.** Les Occidentaux s'interrogent de plus en plus sur la présence de la Russie au sein de ce club. La position très isolée de la Russie sur le dossier syrien a un peu plus creusé l'écart entre Vladimir POUTINE, qui faisait son grand retour sur la scène internationale, et les autres dirigeants. Le Président russe n'a pas exclu de nouvelles livraisons d'armes au régime de Damas.

**Iran : ROHANI le modéré ?** Le Président nouvellement élu s'est dit contre tout arrêt du programme d'enrichissement d'uranium par Téhéran, lors de sa première conférence de presse. Il a néanmoins assuré qu'il existait « de nombreuses voies pour créer la confiance » avec les Occidentaux. Notamment la transparence.

## EUROPE

**Le Conseil d'État grec rallume la télé.** Jusqu'à ce qu'un nouvel organisme audiovisuel restructuré voie le jour, le gouvernement grec est contraint de rouvrir temporairement la radio-télévision publique ETR. Les discussions entre le Premier ministre, Antonis SAMARAS, et ses alliés au gouvernement n'ayant pas abouti, la crise de l'audiovisuel public évolue vers une véritable crise de gouvernance.

**Eurotunnel trop cher.** La Commission européenne demande à la France et au Royaume-Uni de faire baisser les tarifs imposés aux trains exploités par la société Eurotunnel dans le tunnel sous la Manche. Pour Bruxelles, le prix des redevances qui est de 16,60 euros par passagers plus 4.320 euros par train pour un aller simple serait un frein au développement du trafic ferroviaire et notamment du fret. Les deux pays ont 2 mois pour répondre. Cette décision de Bruxelles a provoqué une chute de 4% du titre Eurotunnel à la Bourse.

**Aide à l'Égypte :** la Cour des comptes européenne estime que le milliard d'euros qui a été versé pour l'aide au développement de l'Égypte, avant et après le renversement du président MOUBARAK, même s'il était « *bien intentionné* » a été « *inefficace* ». Un rapport demande « *une approche plus ciblée* » pour « *garantir une meilleure utilisation de l'argent du contribuable européen* », dénonçant une « *corruption endémique* ».

**Pauvres enfants.** 27% des enfants européens sont menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale dans le nombreux États de l'UE, en raison de la crise économique. Un rapport de l'Agence pour la protection des droits fondamentaux met en lumière les coupes budgétaires qui ont eu des « *conséquences importantes* » dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

**Emploi européen.** Dans la zone euro, l'emploi a diminué de 0,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 par rapport au précédent, selon Eurostat. C'est le 7<sup>e</sup> trimestre consécutif de baisse. Parmi les États membres pour lesquels les données sont disponibles, c'est l'Estonie qui a connu la hausse la plus forte de son taux d'emploi, avec 2,3%. C'est la Grèce (-2,3%), le Portugal (-2,2%), l'Espagne et Chypre (-1,3% chacun) qui ont enregistré les baisses les plus marquées.

## AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

**Afghanistan : une issue ?** Les rebelles taliban ont ouverts un bureau au Qatar. Le président afghan Hamid KARZAI a répondu qu'il allait y envoyer des émissaires. Les États-Unis ont également salué cette décision et de hauts responsables se sont dits prêts à rencontrer les rebelles qui se battent contre Kaboul et ses alliés depuis 12 ans.

**Faux pas diplomatique américain ?** Après 18 mois de tractations secrètes via des pays tiers, des diplomates anonymes ont annoncé une « *rencontre officielle avec les talibans dans quelques jours* ». Non prévenu, le président afghan Hamid KARZAI a exprimé son vif mécontentement. La présidence afghane a même annoncé la suspension de ses négociations sur un accord de sécurité avec les États-Unis pour l'après 2014 et menacé de ne pas parler aux talibans dans leur bureau de Doha. John KERRY a dû téléphoner deux fois au président KARZAI pour le calmer.

**Le Maire de Montréal démissionne.** Michael APPLEBAUM est visé par des poursuites judiciaires. Il est accusé de complot et de corruption. Les élections municipales auront lieu le 3 novembre prochain et un maire intérimaire va être choisi dans les prochains jours au sein du conseil municipal.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**La loi sur la représentation des Français établis hors de France a été adoptée en séance à l'Assemblée nationale.** Seule modification sensible : la liste des circonscriptions électorales pour l'Assemblée des Français établis hors de France (le nom « Haut Conseil des Français de l'étranger » a été supprimé). Comme nous le laissons entendre, on y trouve : 15 circonscriptions et 90 membres pour composer cette Assemblée qui sera élue à la fin du printemps prochain.

Voici ce nouveau découpage des circonscriptions : *Canada 4 élus ; États-Unis 7 élus ; Amérique latine et Caraïbes 7 élus ; Europe du Nord 8 élus ; Benelux 6 élus ; Allemagne, Autriche, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Suisse 11 élus ; Europe centrale et orientale 3 élus ; Europe du sud 5 élus ; Péninsule ibérique 6 élus ; Afrique du nord 7 élus ; Afrique occidentale 4 élus ; Afrique centrale Australe et orientale 5 élus ; Asie centrale et Moyen Orient élus 4 élus ; Israël et territoires palestiniens 4 élus ; Asie Océanie 9 élus.*

La loi adoptée par la majorité de l'Assemblée nationale et rejetée par l'opposition sera présentée au Sénat vendredi 27 juin. L'opposition devrait déposer un amendement tendant à établir l'élection directe des élus AFE.

Si cet amendement était adopté au Sénat, la loi reviendrait à l'Assemblée pour débattre de nouveau sur ce point.

Si l'amendement est rejeté, la loi sera adoptée conforme et considérée comme définitive et donc promulguée après un passage éventuel au Conseil constitutionnel.

Le tableau complet de la répartition des circonscriptions AFE et Conseils consulaires est consultable sur notre site [www.rfeinfos.fr](http://www.rfeinfos.fr)

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Conférence sociale : 2<sup>e</sup> épisode.** Elle devait, selon l'aveu de la ministre de la Réforme de l'État, Marylise LEBRANCHU, être « *plus animée* » que l'année dernière, « *avec plus de débats* ». Au menu : les retraites (avec la question de l'allongement de la durée de cotisation), l'emploi, la réforme de la fonction publique. Dans son discours d'ouverture, François HOLLANDE a insisté sur la « *bataille pour l'emploi* » et la « *préparation de l'avenir* », le Président, qui considère qu'il y a là un « *enjeu de mobilisation à très court terme* », a ainsi annoncé un dispositif de rapprochement entre les besoins des entreprises et les demandeurs d'emploi. Nouveau cheval de bataille mis en avant : les offres d'emplois non pourvues.

**Encouragements ?** Le Président a mis en avant « *des signes encourageants* » pour l'économie, comme un rebond surprise de la production industrielle ou un redémarrage des embauches hors intérim. Mais l'INSEE a obscurci ces annonces, en estimant que le chômage devrait continuer de grimper fin 2013 pour atteindre 10,7% en métropole, un niveau très proche du record. Il y a déjà 3,26 millions de chômeurs. Plus de 5 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi.

**Fonctionnaires : pas de hausse de l'indice.** Selon la Ministre de la Réforme de l'État et de la Fonction publique, le gel opéré depuis 2010 devrait être maintenu au moins jusqu'à la mi-2014. La Cour des Comptes estime qu'une hausse de 1% du point augmenterait de 800 millions d'euros la seule masse salariale de l'État. Les syndicats prévoient une journée d'action.

**Jean-Marc AYRAULT s'adresse aux évadés fiscaux.** Le Premier ministre les a appelés à « *régulariser* » leur situation, car « *le temps de la fraude, le temps des paradis fiscaux est en train de disparaître* ». Le ministre délégué au Budget, Bernard CAZENEUVE, a ensuite annoncé que les pénalités pour régulariser leur situation seraient modulées, avec 15% pour les fraudeurs « *passifs* » (qui ont hérité d'avoirs à l'étranger ou qui détiennent des avoirs découlant d'une activité à l'étranger) et 30% pour les « *actifs* ».

**L'agenda du PS pour les européennes...** La convention sur l'Europe du parti majoritaire a été le moment de vives tensions entre les différents courants qui le composent. La question du choix des 7 têtes de listes pour les élections de 2014 va se poser dans les prochains mois. Plusieurs aspects devraient être pris en considération : la volonté des sortants de se représenter (12 sur 13 selon un responsable), la « *proportionnelle des mouvements* » en fonction du score qu'ils ont obtenu au dernier congrès, et ... la nécessité de recaser certains perdants après les municipales, si les listes sont composées après. L'agenda prend donc une importance toute particulière.

**DUFLOT non, mais EELV oui.** La Ministre du Logement a annoncé qu'elle ne serait pas candidate à la Mairie de Paris, mais « *à la dernière place de la liste dans le 11<sup>e</sup> arrondissement* ». Christophe NADJOVSKI, tête de liste désignée par EELV pour les municipales de 2014 à Paris, a reçu le soutien renouvelé de celle qui fût un temps pressentie pour représenter les Écologistes dans la capitale.

**Angoisse au groupe PS.** Des députés socialistes ont demandé en réunion de groupe que le gouvernement « *mesure le côté très anxigène de sortir des rapports trash sur de futures réformes comme les allocations familiales ou les retraites et à annoncer bien plus tard ses décisions* ». D'après eux, cela « *crée de l'insécurité dans les couches de population les plus fragiles qui comptent chaque euro* ».

**L'UMP va encore voter... sur le vote.** Les 28 et 30 juin, les adhérents sont appelés aux urnes pour un vote internet. Au menu : l'adoption des nouveaux statuts de l'UMP ([à lire dans leur intégralité ici](#)) et la confirmation de l'annulation du scrutin sur la présidence de l'UMP qui aurait dû avoir lieu en septembre. Sauf énorme surprise, Jean-François COPÉ devrait rester président du mouvement jusqu'en novembre 2015.

**Les principaux points des nouveaux statuts :** le président de l'UMP sera élu pour 5 ans. Un congrès sera organisé tous les 2ans et demi, dont un après les élections présidentielles, pour caler la vie du parti sur celle du quinquennat. La primaire de 2016 pour désigner le candidat à la présidentielle sera calquée sur celle du PS : ouverte à tous les sympathisants de droite. Pourront être candidat ceux qui réuniront le parrainage de 1% des militants et de 5% des parlementaires UMP. Si un candidat est issu de la direction du parti, il devra en démissionner au plus tard 15 jours avant le 1<sup>er</sup> tour de la primaire.

**Comment voter :** munis de leur numéro d'adhérent, les adhérents UMP pourront le faire du vendredi 28 juin 8h au dimanche 30, 18h, via Internet (un ordinateur sera mis à disposition dans chaque département. Aucun dispositif spécifique n'est prévu pour les Français de l'étranger : ils peuvent voter à partir de leur ordinateur personnel).

**Confiance.** La cote du Président s'est redressée en juin pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis février, avec 32% (+1 point) d'opinions positives. Jean-Marc AYRAULT remonte également de 2 points à 32%. Sondage LH2 pour le Nouvel Observateur.

**(Im)popularité :** Jean-Marc AYRAULT est un des premiers ministres les plus impopulaires de ces dernières décennies : près de 2 Français sur 3 (62%) en ont une mauvaise opinion. Sondage BVA pour Le Parisien dimanche. Aucune majorité ne se dégage pour soutenir une éventuelle alternative à Matignon.

## PARLEMENT

Le Parlement est convoqué, comme tous les ans, en session extraordinaire à partir du 1<sup>er</sup> juillet, par décret du président de la République. Elle devrait s'achever le 26 juillet.

### Assemblée nationale

**Transparence de la vie publique.** Il s'agit de la loi « solution » trouvée par François HOLLANDE au lendemain de l'affaire CAHUZAC pour garantir « l'exemplarité » des représentants politiques. Ce projet de loi organique est l'objet de longs débats, sur les modalités des futures déclarations de patrimoine et d'intérêts auxquels seront tenus les élus et principaux responsables publics. Une autorité indépendante est chargée de contrôler les déclarations transmises en début et fin de mandat par les parlementaires. Contrairement à l'obligation qui est désormais imposée aux ministres, le texte prévoit que les déclarations de patrimoine des élus ne seront pas publiées, mais simplement consultables en préfecture. Elles ne pourront pas faire l'objet de publication.

**Les 10 députés frondeurs.** De gauche comme de droite, ces élus ont publié un manifeste dans le Nouvel Obs. Ils demandent chacun l'abolition d'un « avantage » des députés. Le PS Olivier FAURE demande la publication des augmentations de patrimoine survenues au cours du mandat parlementaire. Laurent WAUQUIEZ, UMP, demande la suppression de la caisse de retraite. Bruno LE MAIRE demande que la députation soit incompatible avec la haute fonction publique. Karine BERGER demande la publication de la réserve parlementaire. Les réactions sont fraîches à l'Assemblée. Jean-François COPÉ a qualifié la démarche de « populiste », Éric WOERTH « remarque que ceux qui essaient de laver plus blanc, c'est une posture ». La porte-parole du groupe PS explique que les signataires cherchent à faire parler d'eux.

### Sénat

**Enseignement en langues étrangères.** Longue discussion sur l'article 2 qui étend les exceptions à l'enseignement en français à l'université. Il a été adopté grâce à l'abstention de l'UMP et de l'UDI-UC. Seuls le CRC et le RDSE ont voté contre.

**Mémoire.** Les archives des commissions sénatoriales pendant la Première Guerre mondiale ont été mises en ligne, dans le cadre du centenaire de la Grande Guerre. Il est également prévu de publier les débats en séance durant cette période.

## JUSTICE

**Biens mal acquis.** La Guinée Équatoriale va se pourvoir en cassation après la confirmation par la Cour d'appel de Paris du mandat d'arrêt international contre Teodorin OBIANG, fils du Président.

**LE PEN : tel père, telle fille ?** La commission des Affaires juridiques du Parlement européen a adopté à une large majorité un rapport recommandant la levée de l'immunité parlementaire de l'eurodéputé française Marine LE PEN. Elle pourrait donc être mise en examen pour « provocation à la discrimination » après son parallèle entre les prières de rue des musulmans et l'occupation allemande. L'immunité devrait être levée en plénière le 2 juillet.

## ÉCONOMIE & DÉFENSE

**Le chef des armées en A400M...** Le Président de la République est arrivé vendredi au salon aéronautique du Bourget à bord du nouvel avion de transport militaire d'Airbus, A400M parti de Villacoublay. Le salon international, du Bourget attire tous les deux ans plus de 300.000 visiteurs. Développé par la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Luxembourg, l'Espagne et la Turquie dans le cadre de la filiale militaire d'Airbus, Airbus Military pour de plus de 20 milliards d'euros, le programme de l'A400M a subi un retard de plusieurs années. La France prendra livraison du premier des 50 exemplaires commandés à temps pour le défilé du 14 Juillet.

**Les anglais choisissent le F-35B américain** pour équiper les porte-avions britanniques. Paris regrette ce choix de Londres car il « risque de limiter la coopération aéronavale » franco-britannique. Conséquence en effet, les avions français Rafale ne pourront pas se poser sur le futur porte-avions britannique, Queen Elizabeth.

**Orange confirme Stéphane RICHARD dans ses fonctions.** Malgré la mise en examen de ce dernier dans l'affaire TAPIE, le PDG s'est vu « renouveler la pleine confiance » par le conseil d'administration de l'opérateur français. François HOLLANDE avait lui-même annoncé que l'État avait donné instruction à ses 3 représentants de voter en faveur du maintien de l'ancien directeur de cabinet de Christine LAGARDE.

**Le revers de la monnaie...** Les banques suisses, qui veulent régler une fois pour toute le problème des fonds américains non déclarés déposés dans leurs coffres, ont subi un revers devant les députés suisses, qui ont refusé d'examiner en urgence une loi pour clore ce contentieux dans les délais exigés par Washington. Cette « Lex USA », avaient été adoptées par les sénateurs.

## SANTÉ & SOCIÉTÉ

**Le saumon norvégien dangereux pour la santé.** C'est le gouvernement norvégien qui l'admet, en particulier pour les enfants, les adolescents et les femmes enceintes. Après plusieurs années de polémiques, les autorités sanitaires norvégiennes ont même conseillé à la population de réduire voire dans certains cas de proscrire sa consommation, en particulier chez les personnes sensibles. C'est notamment le diflubenzuron, un insecticide considéré comme « *hautement toxique pour les organismes aquatiques* » par l'Autorité européenne de sécurité alimentaire, qui est retrouvé chez le saumon d'élevage.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi** autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique d'étape entre l'UE et la Côte d'Ivoire, d'une part. Cet accord prévoit un accès au marché de l'UE exempté de droits de douane et de contingents pour tous les produits originaires de Côte d'Ivoire (à l'exception de certains produits sensibles) et la libéralisation progressive sur 15 ans de 81% des exportations de l'UE en Côte d'Ivoire.

**Projet de loi** autorisant la ratification de l'accord cadre et l'accord de libre-échange entre l'UE et la Corée. L'accord prévoit la disparition en cinq ans de la quasi-totalité des droits de douane entre les deux parties.

**Ordonnance** relative au droit civil applicable en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna. / Modifications du code de la sécurité intérieure.

**Communications.** Le sommet du G8 des 17 et 18 juin 2013. / Le débat parlementaire sans vote sur l'immigration professionnelle et étudiante. / Le plan d'action pour le commerce et les commerçants. / Les commémorations.

## CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

**Le plastique contre les radiations...** Selon de nouvelles données transmises notamment par le Lunar Reconnaissance Orbiter (LRO), des matériaux faits de simple plastique pourraient permettre de protéger les astronautes des radiations spatiales auxquelles ils sont exposés lors des vols spatiaux. Le matériau serait même plus efficace que l'aluminium, actuellement utilisé pour la construction de vaisseaux spatiaux.

**Faits divers.** Avec plus de 5 sujets en moyenne par jour, les faits divers occupent une place de plus en plus grande dans les journaux télévisés (éditions du soir de TF1, France 2, France 3, Canal+, M6 et Arte). Soit 73% de plus qu'en 2003. Données de l'Institut national de l'audiovisuel. C'est Arte qui leur donne le moins d'importance (38 en 2012).

**Impôts en ligne.** Plus de 13,5 millions de déclarations ont été faites en ligne cette année. C'est une hausse de 6% par rapport à l'année précédente. Soit environ 37% des 36,4 millions de foyers fiscaux. Les autres utilisent le papier.

## CARNET – NOMINATIONS

**Hervé MAGRO**, ancien consul général à Istanbul, pourrait être nommé consul général à Jérusalem.

**Sujiro SEAM**, consul général à Houston.

**Édouard BESLAY**, consul général à Barcelone.

**Fabrice DELLOYE**, consul général à Bilbao.

**Isabelle DUMONT**, sous-directrice de la Russie et de l'Europe orientale au Quai.

**Florence FERRARI**, sous-directrice de la politique des ressources humaines à ce même ministère.

**Christian RAMAGE**, jusqu'alors consul général à Karachi, devient sous-directeur de la sécurité diplomatique et de la défense à la direction générale de l'administration et de la modernisation au Quai.

**Catherine MANCIP**, sous-directrice de l'expatriation, de la scolarisation et de l'action sociale au Quai.

**Frédéric BONTEMS**, directeur du développement et des biens publics mondiaux au Quai.

**Ariane VINCENT** devient conseillère chargée de la communication et de la presse au cabinet de la ministre déléguée chargée de la Réussite éducative.

**Jacques NAOURI**, directeur général du groupe Casio, nommé par Laurent FABIUS, ministre des Affaires étrangères, représentant spécial pour les relations économiques avec le Brésil.

INFOS Hebdo, tous droits réservés. Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie.

Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif.

La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87 [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)